

Musée nationale de l'immigration,
14 octobre 2017

Le 10 octobre 2007, après trois ans de travail de préfiguration, les galeries permanentes de ce qui était alors la Cité nationale de l'Histoire de l'Immigration ouvraient leurs portes au Palais de la Porte Dorée. Elles ouvraient sans avoir été inaugurées — elles ne le seront que sept ans plus tard, le 15 décembre 2014. Nous sommes ici pour fêter l'anniversaire d'un musée mal né, et pour le fêter dignement et joyeusement. Ce n'est pas rien, car on peut se faire aussi une politique de la joie volontaire d'être ensemble et de célébrer la possibilité qu'il y ait, en partage, pour chacun d'entre nous, une intelligence collective. Alors, je pourrais me contenter ici de ces quelques mots, et ils seraient sincères : joyeux anniversaire.

Mais nous sommes ici également pour inventer collectivement les moyens de nous hisser à la hauteur de cette histoire. Quelle histoire ? Celle du Musée, évidemment — dont il sera amplement question cet après-midi. Mais celle de l'histoire qu'elle doit rendre visible et intelligible, également. Entre l'une et l'autre — l'histoire du musée et l'histoire qu'il donne à voir — il y a comme un effet de miroir, ou de loupe : une histoire heurtée, faite d'incompréhensions affrontées, d'aveuglements réciproques, de loupés, d'énergie tenace et de mauvaise volonté, une lutte pour la reconnaissance qui doit faire front aux escarmouches permanentes de la disqualification et de la déconsidération.

Cette histoire est notre histoire, toute notre histoire. Le Musée n'est pas un musée des autres, mais de nous — en fait, de nous autres. *Nous autres*, proclamait une récente exposition du Musée de l'Homme, mais aussi un festival au Grand T de Nantes. *Nous* en tant que nous sommes les autres des autres. Or nous avons à repenser et à réassurer un musée du « Nous ». Et si ce musée, qui n'est pas le musée des autres, n'est pas non plus un musée comme les autres, c'est parce que c'est, j'en suis convaincu, le musée dont nous avons besoin aujourd'hui. Ce qui est une raison amplement suffisante pour beaucoup de personnes, représentant une grande force politique, de ne pas en vouloir. Ils n'en voulaient pas il y a dix ans, ils n'en voudront pas davantage aujourd'hui.

Je voudrais appuyer ma réflexion, simplement et loyalement, sur les termes mêmes du décret constitutif de l'établissement public par lequel les pouvoirs publics définissaient, il y a dix ans, la mission du Musée : « rassembler, sauvegarder, mettre en valeur et rendre accessibles des éléments relatifs à l'histoire de l'immigration en France, notamment depuis le XIX^e siècle, contribuant ainsi à la reconnaissance des parcours d'intégration des populations immigrées dans la société française, et à faire évoluer les regards et les mentalités sur l'immigration ».

Rassembler et sauvegarder, mettre en valeur et en récit, rendre accessible, produire des savoirs en les rendant visibles par des récits d'espace, travailler à la *reconnaissance* d'une histoire, non pas diffuser des connaissances mais les construire *in situ*, par une fabrique muséale des savoirs sur l'histoire de l'immigration en France : voici donc la feuille de route. Elle est, on le comprend bien, de bout en bout politique. Les derniers mots ne peuvent qu'interpeler l'historien que je suis : n'est-ce pas une mission extravagante que de confier à un musée le soin de faire « évoluer les mentalités » ? Si l'histoire est bien, comme le défendait Marc Bloch, la science du changement social, le terme de mentalité, au fond si vague, désigne dans le vocabulaire le seuil au-delà duquel elle s'épuise et renonce, ces « prisons de longue durée » qui piègent l'action publique, le lieu de leur résignation ou de leur découragement sur l'air du « que voulez-vous, on ne change pas ainsi les mentalités ».

Je préfère m'attacher à un autre mot, plus sobre, celui de « regard ». Contribuer à faire évoluer les regards, voici assurément ce que peut un musée — et voici pourquoi il n'est pas accidentel qu'il manipule des objets et des images. Il en va, en somme, d'une prise de position — et cette prise de position a à voir avec la manière dont on affronte la force des images. C'est cela que Georges Didi-Huberman, philosophe de l'œil de l'histoire, désigne comme une prise de position. Car celle-ci est le préalable à tout effort de connaissance. Pour savoir, il faut prendre position. Je le cite, un peu longuement (c'est dans *Quand les images prennent position*, paru en 2009):

« Pour savoir il faut donc se tenir dans deux espaces et dans deux temporalités à la fois. Il faut *s'impliquer*, accepter d'entrer, affronter, aller au cœur, ne pas louvoyer, trancher. Il faut aussi — parce que trancher l'implique — *s'écarter*, violemment dans le conflit, ou bien légèrement, comme le peintre lorsqu'il s'écarte de sa toile pour savoir où il en est de son travail. On ne sait rien dans l'immersion pure, dans l'en-soi, dans le

terreau du *trop-près*. On ne saura rien, non plus, dans l'abstraction pure, dans la transcendance hautaine, dans le ciel du *trop-loin*. Pour savoir, il faut prendre position, ce qui suppose de se mouvoir et de constamment assumer la responsabilité d'un tel mouvement. Ce mouvement est *approche* autant qu'*écart* : approche avec réserve, écart avec désir. Il suppose un contact, mais il le suppose interrompu, si ce n'est brisé, perdu, impossible jusqu'au bout. Telle est, après tout, la position de l'exil, quelque part entre ce qu'Adorno appelait la « vie mutilée » (là où cruellement nous manque le contact) et la possibilité même d'une vie de la pensée (là où, dans le regard même, nous requiert la distance) ».

Cette équivalence entre l'exil et le savoir est constitutive de la philosophie de notre modernité — que l'on songe, par exemple, à la grande œuvre de Siegfried Kracauer. Nous devons travailler à la rendre visible. Voici ce que j'appelle une prise de position, et c'est la mienne devant vous, aujourd'hui. C'est un grand honneur pour moi, et une responsabilité d'autant plus impressionnante qu'elle ne s'autorise d'aucune expertise particulière. Si j'ai accepté la mission que m'a confié la direction du Musée et son conseil d'Orientation scientifique, c'est en tant qu'historien et citoyen qui croit nécessaire d'affirmer, dans le débat public, une confiance renouvelée dans l'engagement — l'engagement dans le travail intellectuel, qui ne peut être que collectif.

Nous avons donc réuni, avec Romain Bertrand, secrétaire scientifique de ce comité, des historiennes et des historiens, des sociologues, des anthropologues, des démographes, des géographes, des politistes, des historiennes et historiens de l'art, mais aussi des artistes, des curateurs et curatrices, des professionnels de l'inventaire et de la préservation du patrimoine. Chacun vient y défendre des compétences — sur l'histoire des parcours migratoires, sur l'histoire du fait colonial, sur l'histoire de l'accession heurtée à la nationalité et à la citoyenneté —, mais aussi pour exprimer un *style* d'intervention. Nous avons, je crois, une conviction en partage : notre métier est de construire des savoirs et de les rendre socialement disponibles. Cela suppose que soient garantis le sérieux, l'indépendance et la sérénité de nos débats, et je m'engagerai personnellement à les défendre.

Une prise de position donc, qui consiste à affronter sans louvoyer, mais aussi à s'écarter pour trouver un angle : c'est cela le style de l'intervention, y compris dans le sens aiguë du stylet qui tranche. J'aimerais pouvoir adopter le calme et la netteté de François Héran dans

son dernier livre *Avec l'immigration. Mesurer, débattre, agir* (2017), et qu'il définit en ces termes : « une neutralité engagée, documentée et réaliste ». De l'engagement nous avons parlé, et le comité scientifique travaille à documenter. Mais en quoi est-ce faire profession de réalisme ? En ceci : nous n'avons pas, poursuit François Héran, à nous déclarer pour ou contre l'immigration, et aux politiques aveugles ou cruelles nous ne saurons opposer des grands principes mais simplement la réalité des pratiques. L'ordre des faits est souvent le démenti le plus cinglant aux accidents de perception.

Mesurer, débattre, agir — c'est bien cela. On doit d'abord mesurer avant de débattre, et débattre pour se préparer à agir. On rappellera ainsi que la France assure en continu l'accueil d'une migration ordinaire de 200 000 personnes par an, essentiellement en application des droits fondamentaux universels, et qu'en ce sens, immigrés ne s'opposent pas à français mais à natifs. Si l'on entend par immigrés les personnes nées étrangères à l'étranger et venues s'installer pour une durée légale d'au moins un an, qu'elles aient ou non acquis la nationalité française par la suite (soit la définition internationale de l'immigration), alors les immigrés avoisinent 10% de la population vivant en France. Et si l'on ajoute à cela les 12% de personnes nées en France d'un ou de deux parents immigrés, nous obtenons près d'un habitant de la France sur quatre immigré ou enfant d'immigré. Ce chiffre devrait suffire à neutraliser par avance tout débat politique visant à opposer ceux qui sont pour ou contre l'immigration, ou toute discussion sur ce que rapporte ou coûte un quart de la population.

Seulement voilà : la compréhension des ordres de grandeur est comme le bon sens, la chose la moins bien partagée du monde. Il est pourtant de notre responsabilité de l'opposer aux simplifications aveuglantes — et l'on se souvient que la campagne d'affichage public présentant en 2013 le Musée de l'immigration nouvellement renommé rendait visible ce rappel à la réalité des faits. Une même ambition avait réuni les scientifiques rassemblés il y a un an au Collège de France pour un colloque interdisciplinaire consacré à *Migrations, réfugiés, exil* et dont les actes viennent de paraître. Il s'agit là aussi d'un appel au calme et d'un rappel à l'ordre du réel — c'est-à-dire un effort, que l'on peut dire scientifique, de description réaliste. Car la crise des migrants met aussi en défaut notre capacité de représentation.

Dans ce volume, François Héran a donné à voir et à comprendre les profils de quatre pays européens, étant entendu que l'Europe est « un continent d'immigration au même titre que les Etats-Unis ». Un tel tableau donne la mesure des contrastes entre les situations nationales (et par conséquent de la difficulté à coordonner une politique migratoire commune), mais aussi des contrastes entre les réalités démographiques et les représentations exacerbées par les discours politiques. Qui sait que l'Espagne connaît des pics d'immigration supérieurs à l'Allemagne ? Qui prend la mesure de l'histoire étale de l'immigration ordinaire en France, arrivant au même pourcentage d'immigrés et d'enfants d'immigrés dans la population totale que l'Allemagne (dans les deux cas, 25% avant 2015) par « infusion durable de migrants » depuis la fin du XIX^e siècle – tandis que l'Allemagne connaissait une histoire bien plus houleuse de flux et reflux de réfugiés ? Une telle description contraste avec l'alarmisme routinier des discours politiques, mais peut-on opposer le calme d'une courbe à l'excitation d'un slogan ?

Voici pourquoi l'un des succès du Musée est de se constituer lui-même en centre de ressources, et l'on doit ici louer l'éclatante réussite de cette politique, menée aujourd'hui, notamment, par Marianne Amar. C'est nécessaire, ce n'est pas suffisant. Car sans doute ne suffit-il pas d'accumuler des connaissances. Le chiffre, en lui-même, ne dit rien, s'il n'est emporté par un récit — seule façon justement d'orienter ou d'aiguiser les regards. Si j'ai accepté la lettre de mission, c'est aussi parce qu'elle nous charge d'une responsabilité narrative, celle d'organiser un récit d'espaces, partant de tenter de conjurer l'histoire malheureuse que les historiens ont, en France, avec les musées de société.

Cela suppose en particulier de se préoccuper d'emblée de la question muséographique, sans déléguer aux scénographes le soin de mettre en scène un savoir que l'on aurait préalablement accumulé. Ce partage des rôles ne peut satisfaire les membres du conseil scientifique qui, au-delà de leurs spécialités, se reconnaissent d'abord comme des artisans du récit. La muséographie actuelle, si inventive, doit savoir naviguer entre deux écueils : l'infantilisation et l'orientation univoque. Je rêve pour ma part d'un musée adulte, ouvert, divers, à multiples entrées, où les objets ne sont pas disposés pour former les énoncés d'une seule longue phrase muséale.

Il faut, pour réconcilier le scrupule historien et l'approche muséale, refuser le nationalisme muséographique et envisager au large, dans une

visée comparatiste, « ces expositions de points de vue, de savoirs et d'émotions » que proposent, en Europe et dans le monde, les musées du fait migratoire. Telle est la démarche de Yann Scioldo-Zürcher dans un article récent de la *Revue européenne des migrations internationales*. « Mais les expositions qu'ils proposent ont cependant tendance à « naturaliser » l'acte de migrer et à le réduire à un déplacement linéaire, et de façon identique, à borner la diaspora à sa seule dimension nationale ». D'où la nécessité de partir du lieu même (comme à Hambourg) et de ne pas vouloir trop en dire, d'où aussi la volonté de ne pas se contenter d'énumérer les causes migratoires mais de faire la cartographie dynamique des parcours et des projets migratoires.

Voici pourquoi l'on doit considérer les lieux où nous sommes pour réussir un redéploiement géographique de l'analyse, une décolonisation de l'histoire coloniale. Nous vous proposerons sans doute quelque chose comme une volte-face : par une ruse de l'histoire récente, le musée de l'histoire de l'immigration est, on le sait bien, installé dans le pavillon de l'Exposition coloniale de 1931. Ce piège à regards, chambre noire de l'image coloniale, doit désormais se transformer en machine à ouvrir les yeux, et d'abord sur le bâtiment lui-même, écran somptueux destiné à ne pas donner à voir la réalité des espaces qu'il exalte. Il s'agit d'être *situationniste*, comme le proposait Luc Gruson, c'est-à-dire inventif, opportuniste et provocateur. C'est cela, une prise de position. Elle est nécessaire pour se porter à la hauteur de son intention politique initiale : travailler à « faire évoluer les regards ».

Le Musée doit donc investir son lieu car il lui faut affronter son histoire. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'imposer à l'histoire des immigrations une surdétermination coloniale : cette histoire ne peut être que mondiale par vocation et comparatiste par méthode. Nous rêvons d'un musée qui habite pleinement le Palais pour mieux s'en libérer. Je pense à Achille Mbembe et ce qu'il appelle, dans ce livre somptueusement sombre qu'est *Politique de l'inimitié* (2016), l'« éthique du passant » : apprendre, c'est se dépendre. On porte au fond de soi les pays qui nous ont vu naître, « leurs visages, leurs paysages, leurs multiplicités chaotiques », et c'est sans doute d'abord sur cela, le rire, le désordre et l'indiscipline, qu'il faut insister. On les porte en nous, mais on part, et ils deviennent alors infamiliers, intranquilles, même si certains jours « on se retrouve à chanter leur nom en silence ». Comment s'y

retrouver, c'est bien cela. On ne peut habiter un lieu sans se laisser habiter par lui, mais on peut habiter un lieu sans lui appartenir.

Voici pourquoi, si le musée n'est pas hors sol, il doit aussi se diffuser hors-les-murs — et cette dispersion ne peut être seulement dématérialisée dans la nuée numérique. Nous rêvons d'un musée étoilé dans la ville, constellé d'itinéraires, animé par un désir d'aller voir ailleurs. Maurice Garden et Jean-Luc Pinol viennent de proposer, dans un livre tout récent, *Seize promenades dans Paris*. Suivons les pour observer la construction du quartier maghrébin de la Goutte d'Or (13% d'Algériens dans le recensement de 1954). Dans une rue industrielle et commerciale comme la rue de Provence, le recensement de 1931 donne à voir une mondialisation avant l'heure : des Anglais, des Belges et des Suisses, mais aussi des Grecs et des Turcs, et parmi eux, de nombreuses femmes. Mais on y trouve aussi des immigrés venus d'Argentine, du Brésil et d'Uruguay, ainsi que de Perse et de Syrie. Suivons-les dans les rues de Paris, mais dépassons la capitale, pour parcourir les lignes de force de l'histoire industrielle de la France, de Marseille à Longwy et de Saint-Nazaire à Saint-Etienne.

Il s'agit donc de repenser la galerie permanente du musée dans lequel chacun peut se reconnaître, non pour reconstituer sa généalogie — on ne va pas au musée comme l'on compulse un état civil — mais pour prendre la mesure du buissonnement, de la bigarrure dont nous sommes issus. En cela, il doit être ressemblant et déconcertant. On doit pouvoir s'y retrouver, oui sans doute, mais pas pour cultiver le petit lopin tranquille des identités et des continuités.

Quelle que soit sa profondeur historique, un musée part du présent — et c'est à partir des affleurements du passé dans l'aujourd'hui qu'il descend obliquement les veines du temps. En cela aussi, nous resterons fidèles à la lettre de mission qui assigne au Musée la mission d'éclairer l'histoire du fait migratoire « notamment depuis le XIX^e siècle ». Mais cela ne nous empêchera pas d'aller ponctuellement puiser des ressources d'intelligibilité pour éclairer le présent au temps où l'Europe se pensait en termes d'appartenances davantage que d'identités, et d'interroger les anciens régimes du cosmopolitisme, non pour les idéaliser, mais pour y retrouver ce que Simona Ceruti appelle la « condition d'incertitude ». Car celle-ci caractérise non pas le statut d'étranger, pas même l'identité qu'on lui assigne et que parfois il esquive, mais la situation qui est *de facto* la sienne : celle d'une intégration qui se réussit dans la durée d'une patiente

et silencieuse insinuation, mais qui est toujours menacée par le risque d'un brusque, sanglant parfois, « rappel aux origines ».

Voici pourquoi, sans rien céder à cette tentation régressive d'une histoire rétrécie où chaque communauté, réelle ou imaginée, cherche dans le passé ce que Lucien Febvre appelait « une vérité à son usage exclusif, une vérité à sa ressemblance et à sa seule convenance », on ne saurait refuser par principe la volonté de *s'y retrouver*. C'est cela, au fond, construire du commun : mettre en partage ceux qui s'y retrouvent, et susciter ainsi la reconnaissance davantage que l'adhésion ou l'identification, la reconnaissance d'une histoire singulière qui s'inscrit dans ce que Jean-Christophe Bailly appelle, dans *Le Dépaysement*, « l'émotion de l'appartenance ».

Partout s'exprime aujourd'hui un désir de mur. Parce que nous refusons l'idéologie de la séparation, il nous faut envisager les pratiques de réparation. Ce mot a mauvaise presse — là encore, on doit prendre position face à lui, sans louvoyer. Il ne s'agit pas de céder au discours de la réparation, encore moins de se laisser piéger par la financiarisation de la réparation, mais d'être attentif aux arts pratiques de la réparation. Or ceux-ci, comme Emilie Notéris le suggère finement dans un petit essai sur *La fiction réparatrice*, ont à voir avec l'art de raconter. Elle trouve son inspiration dans l'art japonais du *kintsugi*, développé depuis le XV^e siècle. Une porcelaine brisée ne s'y répare pas en collant ses éclats bord à bord, mais en rendant les lignes de fracture beaucoup plus visibles, en les soulignant et en les écartant avec de la pâte d'or : ainsi l'objet acquiert une valeur supplémentaire du simple fait qu'il exhibe l'histoire de ses accidents, il est plus beau et plus précieux du fait même d'avoir été brisé.

S'approcher des objets, avec tact — telle doit être notre feuille de route dès lors qu'on comprend que si l'on ne répare pas l'histoire, on peut du moins mettre en regard des fictions réparatrices qui raccommoient les récits. Et cela me permet, pour terminer, de revenir à cette question de l'acuité des regards. Dans son livre *Contre la haine. Plaidoyer pour l'impur*, Carolin Emcke propose une réflexion brûlante, vibrante, sur cette question du regard, entre visibilité et invisibilité, pur et impur. Elle part d'une scène où un car de réfugiés est accueilli par des cris de haine à Clausnitz, en Saxe, en février 2016, et elle se demande : « Mais que voient-ils ? Que voient-ils autrement que moi ? ».

Dans sa chronique du *Figaro*, un polémiste célèbre répond à cette question : ce qu'ils voient, ceux qui hurlent leur haine, ce sont les

meurtres, les guerres, la charia, les boutiques hallal et les femmes voilées, c'est-à-dire, affirme-t-il, « la réalité ». « Les “haineux” ont d'instinct retenu la leçon de Carl Schmitt et de Julien Freund, qui nous ont appris que la politique est fondée sur l'opposition entre un « nous » et un « Autre », entre un « ami » et un « ennemi », et qu'un peuple qui renonce à cette distinction n'abolit pas les lois de la politique, mais annonce sa mort volontaire ». Et le chroniqueur de poursuivre : « Carolin Emcke reproche aux “haineux” de construire ces “migrants” en un “Autre” irréductible, un “non-Nous”. Mais c'est exactement ce qu'ils sont ! ».

On ne saurait mieux dire, et sans doute faut-il rendre grâce à Eric Zemmour (car c'est évidemment de lui dont il s'agit) d'exprimer avec tant de franchise, j'allais dire de candeur, la ligne de tension. Les positions sont claires aujourd'hui, et le monde qui vient est sans doute celui où, en France, en Europe et dans le monde, cette question devra être, d'une manière ou d'une autre, tranchée. Je cite encore Caroline Emcke : « Je me demande parfois si je devrais les envier. A d'autres moments, je me demande comment ils peuvent haïr à ce point. Comment ils peuvent être aussi sûrs d'eux ». Mais oui : « On hait indistinctement. Il est difficile de haïr avec précision ». Voici pourquoi la morale de l'exactitude qui fonde notre pratique de chercheur doit être une ressource pour imaginer les dispositifs muséaux qui feront droit à la précision du regard et à la délicatesse des approches.

La question de l'immigration ne se confond pas avec celle des migrations, ou elle risque toujours de se dissoudre. Mais la délicatesse des approches n'empêche pas la fermeté des engagements — c'est même tout le contraire, et c'est ce que je propose d'appeler une prise de position. Nous savons que le drame des réfugiés est devenu aujourd'hui la question critique de notre temps. S'y décide ce que nous sommes, ce que nous voulons être, ce que nous serons au regard de l'Histoire. Michel Foucault, interrogé le 17 août 1979 par un journaliste japonais, articulait l'histoire des migrations, l'histoire coloniale et la question de la xénophobie autour de la figure du réfugié : « Je crains que ce qui se passe au Vietnam ne soit pas seulement une séquelle du passé, mais que cela constitue un présage de l'avenir ». Aujourd'hui, en France, la Méditerranée semble plus loin que ne l'était la Mer de Chine il y a quarante ans. N'est-il pas urgent, là encore, de « faire évoluer les regards » ? Et vers où les tourner, sinon vers la considération des réalités présentes ? Le Programme national d'aide en urgence des scientifiques en

exil (PAUSE) est une initiative, que je défends personnellement, avec d'autres, pour répondre à cet appel. Non pour trier les migrants ou discriminer les malheurs, mais pour considérer lucidement les conditions réalistes d'engagement, depuis l'endroit où nous sommes, pour réparer ce qui peut encore l'être.

Considérer est décidément le bon mot pour exprimer cette lutte permanente de reconnaissance. C'est le mot qu'utilise Marielle Macé dans son petit livre *Sidérer, considérer. Migrants en France, 2017*. Je la cite : « Prendre en considération, ici, ce n'est pas seulement regarder, même si ce n'est pas encore agir ; c'est se mettre à l'écoute de l'idée qu'énonce tout état de réalité (car toute chose dit son idée, non pas l'idée que l'on a d'elle, mais l'idée qu'elle *est*, autrement dit le possible qu'elle ouvre, et c'est précisément cette idée qu'est toute chose que Ponge recueillait avec obstination) ». Francis Ponge prenait le parti pris des choses avec cette rage d'expression qui est aussi une colère contre l'inattention. En ce sens, nous rêvons d'un musée en colère — ce qui n'enlève rien au désir d'appel au calme et de rappel à l'ordre du réel, puisque cette colère est précisément l'expression d'un désir d'attention à l'exactitude des faits, des grandeurs, des hommes et des récits. Mais cette colère trouvera sans doute à s'aiguiser si la réalité des politiques gouvernementales concernant l'accueil des réfugiés continue à s'éloigner aussi ostensiblement des discours qui prétendent en rendre compte.

Je reviens pour terminer tout à fait à Georges Didi-Huberman, et au petit livre cinglant qu'il vient de consacrer (*Passer, quoi qu'il en coûte, 2017*) au poème de Niki Giannari formant la voix off du film *Des spectres hantent l'Europe*. Cette image du spectre s'impose, puisque les réfugiés ne débarquent pas de rien ni de nulle part. Ils reviennent, ils ne font que revenir. « Quand on les considère comme des foules d'envahisseurs venues de contrées hostiles, quand on confond en eux l'ennemi avec l'étranger, cela veut surtout dire que l'on tente de conjurer quelque chose qui, de fait, a déjà eu lieu : quelque chose que l'on refoule de sa propre généalogie. Ce quelque chose, c'est que nous sommes tous les enfants de migrants et que les migrants ne sont que nos *parents revenants*, fussent-ils "lointains" ». Voici donc ce que l'on appelle le passé, non pas seulement notre histoire, mais ce pays étranger où l'on reconnaît ceux qui passent — ceux qui, quoi qu'il en coûte, passeront, car plutôt crever que de ne pas passer.

Patrick Boucheron